

Comment va se terminer l'affaire grecque? Les différents scénarios



<http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2015/02/19/31001-20150219ARTFIG00297-comment-va-se-terminer-l-affaire-grecque-les-differents-scenarios.php>



Le ministre des finances et le premier ministre grecs. *Crédits photo : ALKIS KONSTANTINIDIS/REUTERS*

FIGAROVOX/ANALYSE - Le gouvernement grec vient de demander à Bruxelles une extension du prêt européen en cours, ce qui ouvrirait la «voie à un compromis raisonnable» selon le président de la Commission européenne. Charles Wyplosz analyse les différents scénarios qui peuvent en découler.

Charles Wyplosz est professeur d'économie internationale à l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) à Genève, et directeur du Centre international d'études monétaires et bancaires.

Ses principaux domaines de recherche sont les crises financières, l'intégration monétaire européenne, les politiques monétaires et budgétaires ainsi que l'intégration monétaire régionale. Il intervient fréquemment comme expert auprès d'organisations internationales.

Comment va se terminer l'affaire grecque? À écouter les responsables politiques, on est au bord du gouffre. Le nouveau gouvernement grec a promis à ses électeurs qu'il n'y aura plus de programme de la Troïka. Le gouvernement allemand considère que les engagements pris par la Grèce doivent être tenus, quel que soit le gouvernement en place. Les marchés financiers n'ont pas vraiment bougé, ils considèrent que tout ça c'est du cinéma et qu'il y aura un accord. Qui a raison?

Le gouvernement allemand considère que les engagements pris par la Grèce doivent être tenus, quel que soit le gouvernement en place.

Il y a de bonnes raisons de penser qu'un accord sera atteint si les politiques sont rationnels. Il y a de quoi avancer vers une solution acceptable si Grecs et Allemands cessent de camper sur des positions rigides. Hors service de la dette, le budget grec est en surplus, donc

pas besoin d'emprunter. Sauf que, dans les mois qui viennent, la Grèce doit rembourser trois prêts -deux du FMI et un de la BCE. Le gouvernement grec n'a pas les 7 à 12 milliards d'euros nécessaires (les évaluations ne sont pas limpides). Il doit donc emprunter pour rembourser. Il y a de l'argent disponible dans le programme en cours, mais les Grecs veulent l'argent sans les conditions attachées au programme. Ça peut se négocier, mais ce n'est pas facile, donc ça prendra du temps. Ce qui manque, c'est le temps. Car le nouveau gouvernement est arrivé au pouvoir au plus mauvais moment. Personne dans ce gouvernement n'a l'expérience du pouvoir. En particulier, personne ne connaît les us et coutumes des négociations européennes, qui sont loin d'être simples. C'est pour se donner le temps d'apprendre que le Premier Ministre, Alexis Tsipras demande un prêt relais, histoire de couvrir les échéances immédiates et négocier avec un peu de sérénité. Ça semble raisonnable. On peut très bien imaginer des conditions allégées, en attendant de se mettre d'accord sur la suite.

Ce qui manque, c'est le temps. Car le nouveau gouvernement est arrivé au pouvoir au plus mauvais moment. Personne dans ce gouvernement n'a l'expérience du pouvoir.

Ce qui semble sûr, c'est que tout le monde comprend qu'une sortie de la Grèce de la zone euro serait une catastrophe pour tous. La Grèce se retrouverait avec une monnaie en chute libre, sans préparation aucune et donc sans moyens de paiement autres que des billets en euros bricolés avec des tampons. Le résultat, une très profonde désorganisation de l'activité économique, se traduirait par une profonde récession, qui viendrait se surajouter à celle qui existe déjà. Le nouveau gouvernement n'y résisterait pas. Pour le reste de la zone euro, non seulement la Grèce se verrait obligée de répudier ses dettes dues en majorité à ses partenaires européens, mais tout l'édifice se trouverait fragilisé. Une contagion n'est pas à écarter et pourrait atteindre le petit Portugal et peut-être même l'Italie, un poids lourd. Tout le monde a un énorme intérêt à aboutir à un accord.

Un traitement compréhensif de la Grèce serait un formidable coup de pouce aux partis politiques très critiques à l'égard de l'euro.

Voilà pour les aspects économiques, qui sont encourageants, ce qui justifie l'optimisme des marchés financiers. Pourquoi donc les politiques se montrent-ils si inquiets? Une possibilité est que c'est une bonne tactique de négociation. Une autre c'est que de noirs desseins ne sont pas exclus. Un traitement compréhensif de la Grèce serait un formidable coup de pouce aux partis politiques très critiques à l'égard de l'euro. On pense à l'Espagne où Podemos est en phase ascendante à quelques mois d'élections générales. La situation est similaire en Irlande. Dans chaque pays, il existe un parti anti-euro qui grimpe, y compris en Allemagne et en France. Que les partis au pouvoir s'en inquiètent est évident. De là à imaginer que c'est la préoccupation dominante des politiques, il n'y a qu'un pas à franchir.

A partir de là, on peut imaginer deux logiques. La première est dominée par les considérations économiques et on assiste à des négociations tendues à la recherche d'un accord qui, sans satisfaire personne, permet d'éviter le pire. La seconde logique est qu'il faut éteindre l'incendie Syriza. Cela exige soit d'humilier Tsipras, soit de pousser la Grèce hors de la zone euro. On voit bien la Commission s'efforcer de jouer les bons offices mais ses efforts ont été rejetés lors de la dernière réunion des Ministres des Finances. Pourquoi donc aucun pays ne se joint à la Commission pour peser sur une Allemagne intransigeante? La France et l'Italie ont eu des mots relativement aimables à l'égard de Tsipras mais collent à la position allemande. Une explication est que ces deux pays ne peuvent pas confronter la Chancelière. La Commission est en train de signaler qu'elle va donner un répit à la France qui n'a pas respecté ses engagements budgétaires, utilisant le prétexte de l'adoption de la Loi Macron. De là à imaginer que c'est le cadeau offert par l'Allemagne en contrepartie d'un soutien vis à vis de la Grèce...

Le jeu reste grand ouvert.

Avertissement de modération: Nous vous rappelons que vos commentaires sont soumis à notre charte et qu'il n'est pas permis de tenir de propos violents, discriminatoires ou diffamatoires. Tous les commentaires contraires à cette charte seront retirés et leurs auteurs risquent de voir leur compte clos. Merci d'avance pour votre compréhension.

La rédaction vous conseille :

Ultimatum de la zone euro: un «Grexit» n'est pas du tout à exclure¹

Tsipras vu de Bruxelles²

Victoire de Syriza: vers l'auto-destruction de la zone euro³

Zone euro: après la Grèce, l'Italie?⁴

Charles Wyplosz

Liens:

- 1 <http://www.lefigaro.fr/vox/economie/2015/02/18/31007-20150218ARTFIG00366-ultimatum-de-la-zone-euro-un-grexit-n-est-pas-du-tout-a-exclure.php>
- 2 <http://www.lefigaro.fr/vox/monde/2015/02/18/31002-20150218ARTFIG00335-tsipras-vu-de-bruxelles.php>
- 3 <http://www.lefigaro.fr/vox/economie/2015/01/26/31007-20150126ARTFIG00095-victoire-de-syriza-vers-l-auto-destruction-de-la-zone-euro.php>
- 4 <http://www.lefigaro.fr/vox/economie/2015/02/13/31007-20150213ARTFIG00182-zone-euro-apres-la-grece-l-italie.php>